

L'Espagne qui a pu naître et qu'ils ne laissèrent pas vivre



Drapeaux républicains tricolores

*La España que pudo ser y no dejaron que fuera*, article publié dans le quotidien numérique espagnol "eldiario.es" du 12 avril 2021 - Javier Gallego (traduction : Antoine Egea)

La République donnait plus d'importance aux maîtres d'école qu'aux militaires, aux intellectuels qu'aux curés, aux classes défavorisées qu'aux classes privilégiées. C'est pour cela qu'ils l'ont détruite. C'est pour cela qu'aujourd'hui ils détruisent sa mémoire.

Ce 14 avril 2021 on commémore les 90 ans de la proclamation de la deuxième République espagnole, une de ces rares occasions où un peuple a apporté la démocratie, pacifiquement, dans les rues. Sans cette clameur populaire, d'abord dans les urnes (1), ensuite sur les places, le roi (2) ne se serait pas enfui et la République n'aurait pas été instaurée avec tant de célérité et de facilité. Sans verser la moindre goutte de sang. « Mais ensuite ils ont brûlé des couvents » disent-ils toujours. Quatre jours de feu pour quatre siècles de bûchers, c'est la réponse logique et minimale à la répression séculaire de l'Église, qui cela ne fait aucun doute, ne tarderait pas à se venger.

C'est ainsi que naquit la première démocratie en Espagne et la plus ambitieuse, assiégée par ses ennemis qui la détruisirent en cinq années, avec l'aide du fascisme.

Alphonse XIII le dit alors depuis son exil : « la République est une tempête qui passera vite. » Les monarchistes, l'oligarchie, l'Église et l'Armée ne cessèrent dès lors de conspirer jusqu'à atteindre leur but et n'ont cessé de culpabiliser la victime de sa propre chute. De même que le Juif serait coupable de l'Holocauste, la République serait coupable de son anéantissement. Elle avançait trop vite, elle s'est fait trop d'ennemis.

Non, elle ne se fit pas d'ennemis, elle les avait déjà, et elle n'allait pas trop vite, en fait, pour les gauches, elle allait trop lentement. A cette époque comme maintenant, les progressistes se trompent en freinant les avancées pour contenter les réactionnaires qui ne sont satisfaits que

s'ils conservent le pouvoir et maintiennent leurs privilèges.

(1) A l'occasion des élections municipales qui furent gagnées largement par les partis républicains (2) Alphonse XIII, grand-père de Juan Carlos 1er et arrière grand-père du roi actuel Felipe VI.

Vous avez dû l'entendre chez vous et dans les salles de cours, et aujourd'hui encore, beaucoup continuent de le répéter : « La République était ingouvernable, il y avait de la violence dans la rue, un chaos constitutionnel, des assassinats ... Il fallait faire quelque chose » (euphémisme pour justifier les coups d'État). Mais beaucoup qui justifient le coup de 1936 n'auraient jamais justifié celui de 1981 (3) qui se produisit pourtant dans des circonstances similaires, voire pires, avec le terrorisme, la crise institutionnelle, l'instabilité politique, la démission du président du conseil (4)...

La culpabilisation de la République est une construction du franquisme qui eut 40 ans pour blanchir son crime et qui a transmis cette version bien ficelée pour perpétuer ce mensonge jusqu'à aujourd'hui.

La vérité c'est que la République eut des défauts comme n'importe quel système, peut-être le plus grand d'entre eux fut l'incapacité de ses dirigeants à anticiper les dangers. Même ainsi, elle résista plus longtemps que beaucoup d'autres pays européens face aux griffes du fascisme. Son influence en Espagne était beaucoup plus grande que celle du communisme russe, les faits sont là. Le fascisme ne se contenta pas d'encourager les séditeux, il leur donna la victoire, alors que l'Union Soviétique n'intervint réellement que pendant la guerre civile, quand la démocratie espagnole était abandonnée par toutes les puissances démocratiques. La menace rouge, le fantasme communiste, qu'agitent aujourd'hui Abascal ou Ayuso (5) fait partie de cette propagande franquiste.

Ils répètent aussi que la révolution des Asturies et l'indépendance de la Catalogne en 1934 sont coupables d'avoir fait « dérailler le train », dissimulant ainsi que ces deux événements furent la réponse à l'entrée au gouvernement de l'extrême droite anti-républicaine qui "sabotait les voies" de l'intérieur. Comme le font maintenant ses héritiers. L'Espagne vient de vivre une révolution sociale et un défi indépendantiste il y a peu de temps qui démontrent qu'un coup d'État n'est pas nécessaire pour sauver la démocratie. En fait, un coup d'État ne peut que détruire la démocratie. La République avec tous ses défauts était bien meilleure que la monarchie corrompue d'Alphonse XIII qui provoqua deux dictatures militaires et qui s'acheva par une guerre civile qui imposa une dictature de 40 ans.

Pendant ces 40 ans, non seulement un point final fut mis au moment le plus progressiste de notre histoire, mais ce fut un retour aux temps obscurs. Cela suscite toujours une certaine mélancolie de penser à ce que nous aurions pu être et à ce que l'on ne nous laissa pas être. Les auteurs du coup d'État mirent fin au plus grand projet de modernisation et d'émancipation entrepris dans notre pays. Nous sommes passés de l'état d'une des démocraties les plus avancées du monde à l'état d'une dictature répressive et rétrograde. Nous sommes passés de l'avant garde à la « queue du peloton. »

Le franquisme a mis fin violemment à une réforme sociale, rurale (NdT : réforme agraire), culturelle (NdT : lutte contre l'analphabétisme et pour l'éducation), scientifique et économique sans précédent ayant pour but de réduire les inégalités, d'encourager la participation des femmes (NdT : notamment droit de vote des femmes dès la première année de la deuxième République), de permettre l'accès à l'éducation pour tous, de transformer les sujets en citoyens, d'abolir les privilèges.

La République donnait plus d'importance aux maîtres d'école qu'aux militaires, aux intellectuels qu'aux curés, aux classes défavorisées qu'aux classes privilégiées. C'est pour cela qu'ils l'ont détruite. C'est pour cela qu'aujourd'hui ils détruisent sa mémoire à coups de marteau (6). Pour protéger la monarchie et l'oligarchie corrompue. Pour éviter que demain l'Espagne soit la République sociale, égalitaire et moderne qu'elle peut être.

Javier Gallego (eldiario.es)

Pour lire l'article dans sa version originale, c'est [ici](#).

(1) A l'occasion des élections municipales qui furent gagnées largement par les partis républicains (2) Alphonse XIII, grand-père de Juan Carlos 1er et arrière grand-père du roi actuel Felipe VI.

(3) Tentative de coup d'État du 23 février 1981 avec notamment envahissement des Cortes (Parlement) par le lieutenant-colonel Tejero et soulèvement de certains chefs de région militaire.

(4) Adolfo Suárez de l'UCD (Union du Centre Démocratique).

(5) Respectivement chef de Vox (parti d'extrême droite) et présidente de la Région de Madrid (Parti Populaire).

(6) Allusion à la destruction officielle récente, à Madrid, de plaques commémoratives de victimes du franquisme.